



## **CONTRÔLE ET MISE EN ŒUVRE DES STRATÉGIES DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME**

**Programme spécial pour les anciens auditeurs du CESA  
11-13 mai 2026  
Abidjan, Côte d'Ivoire**

Le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) est heureux de vous accueillir à cet atelier de haut niveau consacré à la mise en œuvre et au contrôle des stratégies de lutte contre le terrorisme. Au cours de cet atelier, les participants :

- Faciliteront, parmi les anciens du CESA originaires des régions côtières d'Afrique de l'Ouest et du Sahel, le partage d'expériences récentes en matière de mise en œuvre et de suivi des stratégies de lutte contre le terrorisme, afin d'identifier les moyens par lesquels les sections d'anciens auditeurs peuvent soutenir les efforts des forces de sécurité africaines pour gérer et neutraliser les menaces terroristes.
- Fourniront une plateforme fiable aux responsables des amicales des anciens du CESA et aux anciens auditeurs experts de l'Afrique de l'Ouest côtière et du Sahel afin qu'ils puissent partager leurs connaissances, leurs expériences et les compétences pratiques qu'ils mettent en œuvre pour appliquer la stratégie de lutte contre le terrorisme et assurer un suivi efficace de sa mise en œuvre.
- Soutiendront la planification des contributions conjointes des généralistes et des experts de la communauté des anciens auditeurs du CESA à la mise en œuvre et au suivi de la stratégie de lutte contre le terrorisme, dans le cadre des partenariats du CESA avec le Centre de lutte contre le terrorisme de l'Union africaine (AUCTC), l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme (AILCT) et le Réseau des parlementaires africains – présidents des commissions de défense (REPAM-CDS).
- Feront émerger une communauté d'intérêt dynamique parmi les anciens du CESA, capable d'élaborer des plans concrets sur la manière dont les amicales peuvent faire progresser la mise en œuvre et le contrôle des stratégies de lutte contre le terrorisme en tirant parti de leur réseau d'anciens auditeurs du CESA qui sont des experts dans le domaine, qui exercent une influence à la fois dans les milieux militaires et civils, aux niveaux national et local, ainsi qu'au sein des institutions étatiques et de la société civile.

L'atelier s'appuiera sur les connaissances des experts issus des promotions du CESA afin de synthétiser les enseignements tirés et les bonnes pratiques visant à renforcer le suivi et la mise en œuvre des stratégies de lutte contre le terrorisme. À cette fin, l'atelier comprendra : (a) des séances plénières favorisant l'apprentissage entre pairs et le partage

d'expériences concernant les défis communs et les réussites notables en matière de mise en œuvre et de suivi des stratégies de lutte contre le terrorisme ; (b) des exercices d'auto-évaluation par pays sur la mise en œuvre et le suivi des stratégies de lutte contre le terrorisme ; (c) des discussions en petits groupes entre les pays des participants qui renforcent les objectifs d'apprentissage, en les aidant à échanger les enseignements tirés et à partager des idées ; et (d) des présentations par chaque délégation nationale sur les mesures que les sections d'anciens auditeurs du CESA peuvent prendre pour renforcer la mise en œuvre et le suivi des stratégies de lutte contre le terrorisme. Les anciens participants sont invités à évaluer, affiner et remettre en question les propositions présentées lors de l'atelier en vue d'améliorer la mise en œuvre et le contrôle des mesures antiterroristes, afin d'établir un programme concret pour les discussions futures au sein des « communautés d'intérêt » émergentes d'anciens du CESA consacrées à la lutte contre le terrorisme et au contrôle du secteur de la sécurité.

Une politique stricte de non-divulgaration s'appliquera pendant et après l'atelier, qui se déroulera en anglais et en français. Ces règles visent à permettre aux éminents participants d'aborder librement les questions à l'ordre du jour. Le présent guide est un document pédagogique destiné à présenter aux lecteurs les idées, débats et enjeux clés sous différents angles ; il ne reflète pas les opinions ni la position officielle du Département de la Guerre ou du gouvernement américain.

Ce document de préparation présente les thèmes de discussion sur lesquels tous les experts seront invités à partager leurs points de vue. Chaque participant sera invité à réfléchir à ses perspectives propres, qu'elles soient nationales, sectorielles ou professionnelles, sur les thèmes abordés dans le programme de l'atelier. Il leur est demandé de se pencher sur les questions posées dans les documents « Exercice guidé » et « Exercice d'analyse SWOT (FFOM) », joints en annexes séparées au présent document de préparation.

Vous trouverez ci-dessous **d'autres lectures facultatives** en rapport avec les actions, les programmes et les travaux de recherche du CESA sur les thèmes de la lutte contre le terrorisme et du contrôle :

- CESA, "[Développement d'une stratégie de sécurité nationale en Afrique : Outil de consultation et de rédaction](#)," janvier 2021.
- CESA, "[En Afrique, la portée de la menace des islamistes militants ne cesse de s'élargir](#)," 6 avril 2026.
- Anouar Boukhars, "[Tenir le terrorisme à distance sur la côte ouest-africaine](#)," Bulletin, 17 novembre 2025.
- Daniel Eizenga et Amandine Gnanguênon, « Recadrer la réponse des pays côtiers d'Afrique de l'Ouest à l'extrémisme violent », Bulletin de la sécurité africaine #43, juillet 2024.
- Anouar Boukhars, "[Adapter la riposte du Bénin contre les groupes militants violents](#)," Bulletin de la sécurité africaine #46, janvier 2026.
- CESA, "[Mise en œuvre d'un plan d'action CVE local](#)," 8 février 2022.
- Adedeji Ebo, "Contrôle Parlementaire du Secteur de la Sécurité en Afrique de l'Ouest : les Défis de gouvernance démocratique, une entrée en matière," dans

- Adedeji Ebo et Boubacar N'Diaye, eds. *Contrôle Parlementaire du Secteur de la Sécurité en Afrique de l'Ouest: Opportunités et Défis*, DCAF, 2008, pp. 3-11.
- CESA, "[Comment les parlements africains peuvent améliorer la sécurité](#)," Eclairage, 15 juin 2024.
  - CESA, "[Le rôle des commissions parlementaires de défense et de sécurité dans la construction de secteurs de la sécurité redevables, professionnels et soutenables en Afrique](#)," Eclairage, 3 avril 2023.
  - Global Counterterrorism Forum, "[Brussels Memorandum on Good Practices for Oversight and Accountability Mechanisms in Counterterrorism](#)," September 2024.
  - "[Le symposium des anciens auditeurs béninois s'appuie sur le dialogue régional pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent](#)," Bulletin, 23 mai 2025.
  - "[Renforcer la résilience des communautés : les anciens auditeurs du CESA abordent l'insécurité rurale au Nigeria lors d'un symposium à Abuja](#)," Bulletin, 25 juillet 2025.
  - "[Les anciens auditeurs sculptent l'avenir de la mise en œuvre et du contrôle de la stratégie de sécurité nationale](#)," Bulletin, 14 février 2025.
  - "[Le personnel du CESA et les anciens auditeurs se réunissent à Bruxelles pour discuter du contrôle de la lutte contre le terrorisme](#)" Bulletin, 17 décembre 2025.

## **Session 1 : Stratégies nationales de lutte contre le terrorisme en Afrique de l'Ouest : un aperçu comparatif**

*Lundi 11 mai (10h45-12h30)*

### **Objectifs**

- Faire le point sur les différentes formes que peuvent prendre les stratégies de lutte contre le terrorisme en Afrique de l'Ouest.
- Examiner comment les processus d'élaboration des stratégies ont influencé les documents produits.
- Évaluer l'efficacité des stratégies face à la réalité opérationnelle de l'expansion des groupes terroristes dans la région.

### **Contexte**

Dans certains pays, les stratégies sectorielles de lutte contre le terrorisme sont élaborées après que le pays a défini sa stratégie globale de sécurité nationale (SSN). Dans d'autres pays, des stratégies sectorielles peuvent exister avant l'élaboration d'une SSN, mais une fois celle-ci définie, la stratégie sectorielle existante peut être mise à jour ou ajustée si nécessaire pour garantir la cohérence. En outre, certains pays peuvent choisir d'élaborer une stratégie de lutte contre le terrorisme autonome, tandis que d'autres peuvent l'intégrer à la stratégie de défense nationale. Cela dépend, dans certains cas, de l'institution publique chargée de diriger et de coordonner les efforts nationaux de lutte contre le terrorisme.

En fin de compte, le document stratégique en lui-même importe moins que la nature du processus d'élaboration de la stratégie de lutte contre le terrorisme, qui détermine dans quelle mesure la transition vers la mise en œuvre et le suivi de la stratégie se fera sans heurts. Que des approches plus ou moins « cinétiques » soient nécessaires pour faire face

aux menaces imminentes et futures que représentent les terroristes dans un pays donné, le caractère inclusif du processus d'élaboration de la stratégie de lutte contre le terrorisme peut aider un large éventail d'acteurs gouvernementaux et la population à comprendre les éléments clés de la stratégie et l'importance de celle-ci. La consultation et le dialogue menés tout au long du processus d'élaboration avec de nombreux types d'acteurs de la défense et de la sécurité, tant parmi les acteurs étatiques de différentes branches du gouvernement que parmi les acteurs de la société civile, peuvent également renforcer la légitimité de la stratégie à mettre en œuvre.

En conséquence, bon nombre de stratégies nationales actuelles de lutte contre le terrorisme sont susceptibles de comporter non seulement des volets axés sur l'extérieur, mais aussi des volets axés sur le territoire national. La police et la gendarmerie, tout comme l'armée et les services de renseignement, jouent un rôle central dans l'architecture antiterroriste d'un pays. Les centres nationaux de lutte contre le terrorisme ont également intérêt à regrouper les renseignements provenant non seulement de l'armée, mais aussi de la police et d'une série d'autres institutions, dans le cadre de leur lutte contre les menaces terroristes.

Passer d'une stratégie de lutte contre le terrorisme sur le papier à sa mise en œuvre concrète nécessite une coordination à tous les niveaux : stratégique, technique et opérationnel. Au niveau stratégique, les hauts responsables politiques et ministériels définissent les priorités, clarifient les rôles et alignent les objectifs de la lutte contre le terrorisme sur les grands objectifs de sécurité nationale. Au niveau technique, les comités interministériels et les instances de coordination traduisent ces priorités en plans, procédures, budgets et indicateurs de progrès. Au niveau opérationnel, les forces de l'ordre, les services de renseignement, la gendarmerie, les unités militaires, les agences frontalières, les parquets et les autorités locales mènent à bien le travail quotidien de prévention, de neutralisation, d'intervention et d'engagement communautaire. L'efficacité d'une stratégie dépend donc non seulement de la qualité du document lui-même, mais aussi de la capacité à relier ces niveaux grâce à des mandats clairs, une communication régulière, des ressources suffisantes, des mécanismes de responsabilité et la flexibilité nécessaire pour s'adapter à l'évolution des menaces.

## **Session 2 : Défis actuels et innovations dans la mise en œuvre des stratégies de lutte contre le terrorisme**

*Lundi 11 mai (13h00-15h30)*

### **Objectifs :**

- Examiner les pratiques actuelles en matière de coordination civilo-militaire qui permettent une mise en œuvre efficace des stratégies en Afrique de l'Ouest.
- Comparer et mettre en parallèle les différentes façons dont la flexibilité est préservée dans la mise en œuvre des stratégies de lutte contre le terrorisme.
- Analyser dans quelle mesure les stratégies nationales de lutte contre le terrorisme ont favorisé la coordination régionale face aux menaces communes.

## Contexte

Les recherches montrent qu'une approche multipartite, qui combine les missions et les capacités des structures de sécurité tant civiles que militaires, est essentielle à la mise en œuvre efficace des stratégies de lutte contre le terrorisme. En Afrique de l'Ouest et au Sahel, les stratégies nationales de lutte contre le terrorisme reflètent différents équilibres entre les approches cinétiques, centrées sur l'État, et les mesures non cinétiques, axées sur la société. De nombreuses stratégies soulignent l'importance d'une approche pangouvernementale et préconisent la mise en place de mécanismes de coordination réunissant les acteurs de la sécurité, du secteur civil et des communautés. Plusieurs pays ont institutionnalisé de telles approches. Le Bénin, par exemple, a mis en place le Conseil national de défense et de sécurité (CNDS) et le Secrétariat permanent de la Commission nationale de lutte contre la radicalisation, l'extrémisme violent et le terrorisme (CNLCREVT) – qui rassemblent les ministères de l'Intérieur et de la Sécurité publique, de l'Économie et des Finances, de l'Agriculture et de l'Élevage, le Haut Commandement militaire et d'autres agences de défense et de sécurité. Le Ghana a également fait des progrès grâce à son Cadre national de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme (NAFPCVET), qui s'appuie sur des conseils de sécurité régionaux et de district coordonnant les contributions de l'armée, de la police, des services de renseignement et des acteurs communautaires. Le Comité interministériel de lutte contre le terrorisme du Sénégal offre un autre modèle, réunissant la défense, la justice et les affaires étrangères au sein d'une structure unifiée.

Ces efforts de coordination s'étendent au-delà du niveau stratégique pour s'étendre au niveau opérationnel. Les gouvernements des États côtiers d'Afrique de l'Ouest ont progressivement adopté et mis en œuvre des approches à plusieurs niveaux qui allient coordination interinstitutionnelle, coopération transfrontalière et mobilisation des communautés. Le Bénin se distingue par son cadre institutionnalisé de gouvernance des frontières, qui combine la supervision stratégique de l'Agence béninoise de gestion intégrée des frontières (ABeGIEF), l'orientation opérationnelle de l'Unité spéciale de surveillance des frontières (USB) et la mission de renforcement des capacités de l'Académie des frontières, créée en octobre 2023. Le Ghana a mis en place des équipes mobiles conjointes (JMT), des plans d'urgence et des procédures opérationnelles standardisées (SOP) harmonisées. Des mécanismes régionaux tels que l'Union transfrontalière SKABO (Sikasso-Korhogo-Bobo-Dioulasso), un cadre de coopération signé par la Côte d'Ivoire avec le Mali et le Burkina Faso en 2016, revitalisé en 2024 et destiné à faciliter la gestion conjointe des frontières par le biais des autorités locales, soulignent l'importance d'étendre une approche inclusive de la coordination au-delà du niveau national.

Malgré ces progrès, d'importants défis subsistent au niveau national. Les processus de mise en œuvre des stratégies antiterroristes se heurtent souvent à plusieurs obstacles courants qui entravent une coordination et une coopération efficaces entre les responsables civils et militaires. Parmi ceux-ci figurent une culture du secret, des cloisonnements de l'information dus à des divergences doctrinales, une faible interopérabilité, des mandats qui se chevauchent et les contraintes liées à un système de commandement et de contrôle centralisé. Dans la pratique, ces obstacles peuvent empêcher les institutions de partager des informations, d'aligner leurs priorités et d'agir

de manière rapide et coordonnée. En conséquence, les différentes agences peuvent ne disposer chacune que d'une partie du tableau opérationnel, ce qui ralentit la transition entre l'alerte précoce et la prévention ou la réponse.

Pour relever ces défis, il ne suffit pas de mettre en place des structures de coordination formelles. Une mise en œuvre efficace repose sur des mécanismes concrets permettant aux institutions de collaborer de manière systématique. Il s'agit notamment de processus de planification conjoints, de dispositifs de liaison, de procédures opérationnelles standardisées communes, d'exercices interinstitutionnels et de plateformes de coordination opérationnelle réunissant les acteurs militaires, policiers, des services de renseignement, des services frontaliers, judiciaires, financiers et locaux. L'efficacité de ces mécanismes est étroitement liée au leadership, à la confiance, à la clarté des rôles et à l'existence d'une autorité clairement définie en matière d'attribution des tâches et de prise de décision.

La Côte d'Ivoire illustre comment relever ces défis dans la pratique. À la suite des attentats terroristes perpétrés à Grand-Bassam en 2016 et dans le nord du pays en 2020, les autorités ont mis en évidence des lacunes dans la coordination entre les services de sécurité et de renseignement, notamment en ce qui concerne le partage et l'exploitation rapides des informations. En réponse, la Côte d'Ivoire a renforcé les mécanismes visant à rassembler les services concernés au sein d'un cadre opérationnel commun, dans le but de transformer des informations fragmentées en mesures concrètes. Cette approche mettait l'accent non seulement sur la coordination, mais aussi sur l'exploitation opérationnelle des informations, garantissant ainsi que les renseignements puissent éclairer les activités de prévention, de ciblage et d'intervention en temps réel. Il est important de noter que ce modèle n'exigeait pas une centralisation totale de toutes les capacités institutionnelles, mais reposait plutôt sur une collaboration structurée, une hiérarchie claire et une interaction régulière entre les services. Cette expérience met en évidence un enseignement plus général pour la mise en œuvre des stratégies de lutte contre le terrorisme : la coordination est plus efficace lorsqu'elle est intégrée aux processus opérationnels, soutenue par les hauts responsables et adaptée aux réalités institutionnelles nationales. Les mécanismes doivent être conçus non seulement pour rassembler les acteurs, mais aussi pour leur permettre d'agir ensemble.

Au niveau régional, le retrait du Burkina Faso, du Mali et du Niger de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour former l'Alliance des États du Sahel (AES), ainsi que le départ du Niger de la Force multinationale conjointe du bassin du lac Tchad et la dissolution du G5 Sahel ont profondément modifié l'architecture des réponses sécuritaires coordonnées. Ces développements ont notamment affecté la capacité des services de défense et de sécurité des pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest côtière à coordonner leurs actions avec leurs homologues dans plusieurs régions frontalières de plus en plus vulnérables au terrorisme. Certains aspects de ces défis pourraient être abordés collectivement grâce à une diplomatie de défense renforcée, à un dialogue entre les dirigeants militaires et civils, ainsi qu'à d'autres initiatives créatives visant à faire face aux menaces communes de manière mutuellement bénéfique.

## **Session 3 : Pratiques de contrôle parlementaire de la défense et de la mise en œuvre des stratégies de lutte contre le terrorisme**

*Mardi 12 mai (09h00-10h45)*

### **Objectifs :**

- Examiner le modèle des « 3A » (capacité, autorité, attitude) pour évaluer la qualité du contrôle parlementaire sur la mise en œuvre des stratégies de défense et de lutte contre le terrorisme.
- Discuter du rôle des parlements dans le financement de la mise en œuvre des stratégies, ainsi que des défis liés à une allocation efficace des ressources.
- Déterminer comment les parlementaires chargés des questions de défense peuvent optimiser leur rôle de relais entre les citoyens concernés par la mise en œuvre des stratégies et les stratégies eux-mêmes.

### **Contexte**

La qualité du contrôle parlementaire du secteur de la sécurité – y compris en matière de lutte contre le terrorisme – dépend des « 3 A » : la capacité (les législateurs disposent-ils des ressources et des moyens nécessaires pour exercer ce contrôle ?), l'autorité (les législateurs ont-ils le mandat légal et un règlement intérieur suffisamment détaillé pour exercer ce contrôle ?) et l'attitude (les législateurs ont-ils la motivation et les incitations nécessaires pour exercer ce contrôle ?). En général, les stratèges en matière de défense et de sécurité, ainsi que les législateurs siégeant au sein des commissions compétentes chargées de la lutte contre le terrorisme, s'accordent sur l'importance de permettre un contrôle compétent et éclairé de la stratégie, du budget et de la mise en œuvre de la lutte contre le terrorisme d'un pays par les représentants élus du peuple. Pourtant, dans la pratique, les législateurs disposent souvent de peu d'expertise spécialisée en matière de lutte contre le terrorisme ; les législateurs ayant une expérience préalable en matière de défense et de sécurité n'utilisent pas toujours un cadre de sécurité humaine pour contrôler la lutte contre le terrorisme ; et le contrôle civil a tendance à être trop prudent.

De leur côté, les responsables de la sécurité considèrent parfois encore leur secteur comme « hors de portée » du contrôle externe exercé par les institutions civiles d'autres branches du gouvernement et ne sont pas toujours incités à renforcer la redevabilité. Or, le bon fonctionnement du système repose sur la capacité des parlementaires à agir en tant que représentants efficaces de leurs électeurs. Il dépend tout autant de la volonté des responsables de la sécurité d'assumer non seulement leur rôle de dirigeants dans la lutte contre le terrorisme, mais aussi leur devoir de rendre des comptes au public, par l'intermédiaire du Parlement, sur ces questions.<sup>1</sup>

Le rôle le plus crucial des parlements dans le contrôle de la stratégie de lutte contre le terrorisme consiste sans doute à allouer, approuver et superviser les ressources destinées à la mise en œuvre de cette stratégie. Une gestion rigoureuse des ressources de défense et de sécurité affectées à la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre le terrorisme revêt

---

<sup>1</sup> Hans Born, Jean-Jacques Jacond, et Boubacar N'Diaye, eds. [Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité: Guide parlementaire de la CEDEAO-DCAF à l'usage des parlementaires ouest-africains](#), 2011.

une importance capitale pour les professionnels de la sécurité, les parlementaires et les citoyens.<sup>2</sup> Une mauvaise gestion de ces ressources peut compromettre la stabilité.<sup>3</sup> Le contrôle législatif peut toutefois contribuer à atténuer les difficultés liées à des procédures de passation de marchés inadéquates. Le contrôle budgétaire exercé par le parlement est également un moyen essentiel de garantir l'efficacité de la stratégie de lutte contre le terrorisme. L'examen minutieux des dépenses tout au long du cycle budgétaire et le dialogue avec les responsables de la sécurité favorisent les principes de la gestion des finances publiques et peuvent aider à déterminer si les objectifs stratégiques sont atteints.

Pour exercer ce pouvoir, les législateurs doivent pouvoir disposer des documents relatifs à la stratégie de lutte contre le terrorisme ainsi que des informations complémentaires concernant la mise en œuvre de cette stratégie et son efficacité. En règle générale, les documents stratégiques contenant des informations classifiées peuvent être résumés dans une version non classifiée que les décideurs politiques de tous horizons peuvent consulter afin de rester en phase avec les priorités nationales. Pour les décideurs qui ont besoin d'accéder à la version classifiée, les pays disposent de lois et de systèmes régissant l'accès des responsables politiques aux informations sensibles, qu'ils utilisent pour partager ces informations sans compromettre la sécurité nationale. Si la classification des informations est souvent justifiée au niveau opérationnel, une classification excessive au niveau stratégique peut avoir des effets négatifs imprévus.<sup>4</sup>

Au-delà de ces fonctions de contrôle, les parlementaires peuvent également avoir l'occasion de renforcer la responsabilité du secteur de la sécurité envers les citoyens. Ils peuvent contribuer à garantir que les obligations des forces armées envers l'ensemble des citoyens soient clairement définies dans la loi et que leurs électeurs comprennent les normes de conduite professionnelle des acteurs de la sécurité dans la poursuite des objectifs de la stratégie antiterroriste. En outre, les parlementaires jouent un rôle essentiel de sensibilisation. Grâce à leurs liens électoraux avec leurs électeurs, ils disposent d'un moyen unique de promouvoir des stratégies de lutte contre le terrorisme et des processus de mise en œuvre qui répondent aux besoins de tous les citoyens.

#### **Session 4 : Rôle des élus locaux dans le contrôle et la mise en œuvre des stratégies de lutte contre le terrorisme**

*Mardi 12 mai (13h30-15h30)*

##### **Objectifs :**

- Partager les bonnes pratiques et les stratégies permettant de traduire les aspects clés de la stratégie de lutte contre le terrorisme en plans d'action locaux.

---

<sup>2</sup> Kwesi Aning & Joseph Siegle, « [Évaluation des attitudes de la prochaine génération de professionnels du secteur de la sécurité en Afrique](#) » CESA, 2021.

<sup>3</sup> Government Defense Integrity Index 2020 Global Report: Disruption, Democratic Governance, and Corruption Risk in Defense Institutions, Transparency International-Defense and Security, 2021.

<sup>4</sup> « [Principes Globaux sur la Sécurité Nationale et le Droit à l'Information \(Principes de Tschwane\)](#) », Open Society Justice Initiative, 2013: 6.

- Réfléchir aux moyens de renforcer la contribution actuelle des dirigeants locaux à la mise en œuvre et au suivi de la stratégie de lutte contre le terrorisme au niveau national.
- Proposer des solutions pour combler les lacunes dans les domaines où les réalités locales de la lutte contre le terrorisme correspondent ou ne correspondent pas aux hypothèses et aux priorités des stratégies de lutte contre le terrorisme nationales.

### Contexte

La mise en œuvre efficace d'une stratégie de lutte contre le terrorisme ne dépend pas seulement de la planification au niveau national, mais aussi de la manière dont ces stratégies sont traduites en actions concrètes au niveau local. Lorsque les acteurs de la sécurité adoptent des approches axées sur la communauté qui privilégient la participation et le soutien du public, leurs efforts ont généralement un impact positif. Ces approches peuvent renforcer la confiance entre les acteurs de la sécurité, les autorités locales et les communautés, ce qui est essentiel pour identifier les menaces, allouer efficacement les ressources et atteindre les objectifs stratégiques.

Les travaux menés par le Strong Cities Network et le Timbuktu Institute soulignent que la lutte contre le terrorisme dans les régions côtières de l'Afrique de l'Ouest et au Sahel repose essentiellement sur le leadership des autorités locales – maires, gouverneurs et autres responsables infranationaux –, car les facteurs à l'origine de l'extrémisme violent sont profondément ancrés au niveau local. Des analyses empiriques montrent que les groupes extrémistes exploitent les griefs au niveau communautaire liés à la faiblesse des services publics, à la marginalisation et aux déficits de gouvernance, faisant des juridictions locales à la fois les principaux lieux de recrutement et la ligne de front de la riposte.<sup>5</sup> En conséquence, les dirigeants locaux occupent une position unique pour instaurer la confiance avec les communautés, rassembler les acteurs intersectoriels et contribuer à traduire les stratégies nationales de lutte contre le terrorisme en actions adaptées au contexte local.<sup>6</sup>

Dans la pratique, les maires, les gouverneurs, les préfets et les conseillers municipaux ont une connaissance précise et en temps réel du mode de fonctionnement des groupes extrémistes au sein d'économies politiques locales spécifiques – telles que la mobilité transfrontalière, les structures de gouvernance informelles et les dynamiques d'interaction entre la population civile et les forces de sécurité – ce qui leur permet d'adapter les directives nationales afin d'éviter des effets contre-productifs, notamment l'exacerbation des griefs ou l'érosion de la confiance. Les recherches sur les politiques de coopération entre les niveaux national et local démontrent en outre qu'une lutte contre le terrorisme efficace repose sur un dialogue itératif, le partage d'informations et l'élaboration conjointe de stratégies à tous les niveaux de gouvernance, les contributions des autorités locales étant essentielles pour garantir que les cadres nationaux correspondent aux environnements de menaces locaux hétérogènes et aux capacités

---

<sup>5</sup> [“Aborder le rôle négligé des villes africaines dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent,”](#) Strong Cities Network, juillet 2023.

<sup>6</sup> Ibid, p.6.

institutionnelles.<sup>7</sup> En complément, les travaux du Timbuktu Institute – fondés sur des entretiens et une analyse au niveau communautaire – soulignent que les perceptions locales tant des groupes armés que des acteurs de la sécurité de l'État varient considérablement selon les contextes, ce qui renforce la nécessité de disposer d'intermédiaires ancrés localement, capables d'ajuster la mise en œuvre de manière à renforcer la légitimité et à atténuer les dommages involontaires.<sup>8</sup> La contribution des autorités locales est donc essentielle pour garantir que les cadres nationaux correspondent aux environnements de menaces locaux, aux capacités institutionnelles et aux perceptions communautaires tant des groupes armés que des acteurs de la sécurité de l'État.

Le nord de la Côte d'Ivoire illustre comment cette interface entre les acteurs locaux et l'État peut favoriser la mise en œuvre. Dans cette région, les efforts visant à lutter contre le risque d'extrémisme violent ont reposé non seulement sur le déploiement de troupes et le renforcement de la présence sécuritaire, mais aussi sur des mécanismes structurés qui relient les forces de défense et de sécurité à l'environnement local. Les cellules civilo-militaires, les comités consultatifs d'éthique dans les commissariats de police et les comités départementaux de sécurité ont créé des forums où le personnel de sécurité, les préfets, les élus et les représentants communautaires peuvent discuter des préoccupations, des plaintes et des tensions avant qu'elles ne se transforment en méfiance.

Ces mécanismes permettent aux autorités locales de jouer le rôle d'intermédiaires entre les institutions de l'État et les communautés. Grâce à des échanges réguliers avec le personnel militaire, les chefs religieux, les représentants des jeunes et des femmes, les délégués communautaires et, dans certaines régions, les notables peuls, les responsables locaux peuvent suivre l'évolution du sentiment au sein des communautés, relayer les préoccupations vers les instances de sécurité et expliquer les mesures prises par l'État à la population. Ce rôle revêt une importance particulière lorsque les actions antiterroristes – telles que les arrestations de personnes soupçonnées de collaboration – risquent d'être interprétées sous l'angle ethnique ou communautaire. Les autorités locales et les organes consultatifs peuvent contribuer à apaiser ces tensions en mettant l'accent sur la cohésion sociale, la responsabilité et les canaux disponibles pour signaler les abus.

Cela met en évidence un enseignement plus général en matière de mise en œuvre : les acteurs locaux peuvent contribuer à déterminer si les mesures antiterroristes sont perçues comme imposées d'en haut ou comme ancrées dans la confiance et la coopération locales. En renforçant la communication, en apaisant les tensions et en tissant des liens entre les communautés et les institutions de défense et de sécurité, les dirigeants locaux peuvent renforcer la confiance du public dans l'action de l'État et aider à éviter que les opérations de sécurité ne suscitent des griefs susceptibles d'être exploités par des groupes terroristes.

Une mise en œuvre efficace nécessite donc un dialogue soutenu, un partage d'informations et une élaboration conjointe des réponses à tous les niveaux de

---

<sup>7</sup> Institute for Strategic Dialogue, "[Programme Case Study: Strong Cities](#)," consulté le 20 avril 2026.

<sup>8</sup> Timbuktu Institute, « [Les coopérations sécuritaires et de développement à l'épreuve des perceptions locales](#), » consulté le 27 avril 2026.

gouvernance. Les militaires, les forces de police, les parlementaires et les autres décideurs politiques sont mieux à même de remplir leur mission lorsqu'ils comprennent non seulement le terrain physique, mais aussi la vie quotidienne des personnes qui vivent dans les communautés qu'ils servent, là où des groupes terroristes et extrémistes violents opèrent ou cherchent à opérer. Si elles sont menées par les responsables de la défense, les missions d'engagement civilo-militaire et de police de proximité peuvent contribuer à atteindre des objectifs similaires de renforcement de la confiance. Affiner leurs stratégies d'engagement communautaire est donc une mesure que les parlementaires spécialisés dans la défense, ainsi que les stratèges et responsables de la défense et de la sécurité, pourraient envisager de prendre en partenariat avec les dirigeants locaux.<sup>9</sup>

## **Session 5 : Initiatives dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et opportunités futures : Perspectives des amicales**

*Mercredi 13 mai (09h00-10h45)*

### **Objectifs :**

- Comprendre les techniques actuellement utilisées par les amicales des anciens auditeurs du CESA pour contribuer à la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre le terrorisme ou à des questions connexes.
- Réfléchir à la manière dont les amicales des anciens auditeurs du CESA pourraient renforcer leurs propres capacités organisationnelles afin de contribuer aux efforts nationaux et régionaux de lutte contre le terrorisme.
- Discuter de la manière dont les amicales des anciens auditeurs du CESA peuvent tirer parti des communautés d'intérêt et de leurs membres experts pour faire avancer les efforts de mise en œuvre de la stratégie de lutte contre le terrorisme.

### **Contexte**

Un nombre considérable de sections locales actives de la communauté des anciens auditeurs du CESA sont implantées en Afrique de l'Ouest. À l'heure actuelle, plusieurs de ces amicales animent un dialogue civilo-militaire continu sur la manière de réagir efficacement et de s'adapter aux menaces en constante évolution que représente le terrorisme. Chaque amicale est unique et s'organise en fonction des intérêts spécifiques de ses membres ; les méthodes qu'elles ont choisies pour discuter des solutions en matière de lutte contre le terrorisme sont, à juste titre, variées. Cependant, toutes les amicales partagent plusieurs caractéristiques communes : ce sont des organisations indépendantes, non gouvernementales et apolitiques, dont les membres sont à la fois des acteurs non gouvernementaux (par exemple, la société civile, des retraités) et des fonctionnaires (civils et militaires en service actif). Elles possèdent une solide expertise dans le secteur de la sécurité, disposent souvent de relations étendues au sein du gouvernement et s'engagent à poursuivre le dialogue sur les questions de sécurité avec leurs pairs dans leur pays et à travers le continent. Elles entretiennent également une relation continue avec le CESA, qui peut fournir aux sections une plateforme, des opportunités de réseautage et des avantages éducatifs, ainsi qu'un accès à de hauts responsables du gouvernement américain.

---

<sup>9</sup> Union Interparlementaire, [Rapport parlementaire mondial 2022: Associer le public aux travaux du parlement](#), 2022.

Parallèlement à son engagement auprès des sections locales de la communauté des anciens auditeurs, le CESA s'efforce également de développer des « communautés d'intérêt » regroupant des anciens qui sont des professionnels engagés dans la lutte contre le terrorisme et le contrôle du secteur de la sécurité dans leurs pays respectifs. Les gouvernements d'Afrique de l'Ouest investissent de plus en plus dans des approches interinstitutionnelles et impliquant l'ensemble de la société pour la mise en œuvre de stratégies de lutte contre le terrorisme. Il existe donc plusieurs groupes d'acteurs qu'il est essentiel de rassembler pour former une « communauté d'intérêt » efficace, dotée des connaissances, des compétences et du pouvoir nécessaires pour catalyser des solutions stratégiques dans leurs contextes locaux et dans le contexte régional collectif. Parmi eux figurent les dirigeants des amicales des anciens auditeurs du CESA (dont les équipes ont organisé des colloques sur des thèmes liés à la lutte contre le terrorisme et à son contrôle), ainsi que des experts thématiques parmi les anciens élèves ayant participé aux récentes tables rondes du CESA sur la stratégie et la pratique de la lutte contre le terrorisme. Ils partagent des points communs avec les experts du CESA en matière de gouvernance du secteur de la sécurité qui ont participé aux programmes du CESA sur les ressources législatives et le contrôle parlementaire des activités de lutte contre le terrorisme dans le secteur de la défense. Les anciens participant à cet atelier ont une occasion unique de formuler des recommandations et de prendre des mesures visant à dynamiser, au sein du réseau des anciens, des « communautés d'intérêt » thématiques pertinentes qui disposent des capacités pratiques nécessaires pour lutter contre le terrorisme dans le respect de l'État de droit, ainsi que des moyens organisationnels pour compléter les efforts de coordination civilo-militaire existants en matière de lutte contre le terrorisme.